Cinquantième année. - N ° 219 A 15 novembre 2017

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 483

44 – LOIRE-ATLANTIQUE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

Ventes et cessions

735 650 152 RCS Laval.
MELANGER.
Forme : Société par actions simplifiée.
Adresse : zone artisanale des Avaloirs, 53140 PRE EN PAIL ST SAMSON.
Origine du fonds : Achat au prix stipulé de 230000,00 euros..
Etablissement : Etablissement complémentaire.
Activité : Pompes funèbres, marbrerie, vente d'articles funéraires, vente de fleurs naturelles et artificielles, prévoyance funéraire, formalités après décès, dépôt de pompes funèbres, gestion et utilisation de chambre funéraire..
Enseigne : Marbrerie Alotto.
Adresse : 44, rue Armand Franco, 44110 Chateaubriant.
Précédent propriétaire : 820 042 760 RCS Nantes. **CASTEL FUNERAIRE.**
A dater du : 28 janvier 2013.
Date d'effet : 1er octobre 2017.
Date de commencement d'activité : 1er octobre 2017.
Publication légale : Informateur Judiciaire *du* 10 novembre 2017.
Oppositions : Aux fonds cédés 14 rue du Président Kennedy 44110 Chateaubriant et 44 rue Armand Franco 44110 Chateaubriant pour la validité..
Commentaires : Achat d'un fonds de commerce d'activité funéraire appartenant à la société CASTEL FUNERAIRE, sis à 14 rue du Président Kennedy et 44 Rue Armand Franco 44110 CHATEAUBRIANT, moyennant le prix de 230.000 euros. Suivant acte sous seing privé en date du 10.10.2017, enregistré à NANTES 2 le 3/11/2017 dossier 201 761618 référence 2017 A 02770 Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce..